

PARTENAIRES DE LA RUSSIE OU «IDIOTS UTILES»

PAR

DOMINIQUE D'HERBIGNY (*)

«L'essentiel à faire? Transposer le pouvoir de la moujikerie bolchevik à des tchékistes durs comme l'acier, des gars à moi [...] L'URSS doit être riche, luxueuse, et si ce n'est pas ça le communisme, qu'il aille se faire bouffer par les chiens! [...] Béria se versa un verre de vin [...] On ne pourra se passer de l'Occident, c'est certain. Il faudra lui montrer sans coup férir que nous sommes des interlocuteurs valables. Nous lui ferons des concessions décisives [...] Objectif suivant : opposer l'Europe à l'Amérique. Rien que pour le bon équilibre. L'Amérique? Commercer, commercer, commercer avec elle! Nous ouvrirons nos portes aux grandes marques. Et voilà pour votre guerre froide, monsieur Winston Churchill! [...] [I]l faudra attentivement sélectionner ceux qui pourront nous assister dans notre perestroïka grandiose. [...] Le moment venu, nous aurons souvent lieu de dire une chose et d'en faire une autre».

Vassili AXIONOV, *Une Saga Moscovite*, 1994.

«Il faut que la rénovation russe ne devienne pas ce que, jusqu'ici, elle ne veut pas être : une révolution».

Jacques BAINVILLE, «Journées révolutionnaires à Petrograd», *L'Action française*, 23 mars 1917, cité in *La Russie et la Barrière de l'Est*, 1937).

Les chancelleries occidentales semblent avoir depuis dix ans admis la vision conventionnelle selon laquelle, après le «chaos» des années Eltsine et la crise de 1998, la Russie est parvenue à se stabiliser et à entreprendre un travail de longue haleine de modernisation sous la conduite certes autoritaire, mais efficace, de Vladimir Poutine. L'avènement de Dmitri Medvedev, jeune Président étranger à la Guerre froide et acquis à l'insertion internationale de la Russie, devait confirmer cette vision.

Cette vision ou plutôt ce «récit» inlassablement promu par les autorités russes invoque la nécessité d'une patience stratégique – «il faudra du temps pour dépasser les réflexes du passé et l'héritage du communisme»), admet implicitement qu'il s'agirait d'un nouvel épisode nécessaire d'une tradition russe de la modernisation autoritaire ne permettant qu'une marche progres-

(*) Pseudonyme.

sive vers la démocratie et exprime la conviction qu'il est possible d'inciter la Russie depuis l'extérieur à se moderniser sur les plans économique et politique en lui offrant un partenariat de large ampleur car, répète-t-on comme pour se rassurer, *«la page de la Guerre froide est tournée»*, la Russie est un grand pays dont nous avons besoin pour répondre aux crises et défis du monde contemporain, ainsi qu'une puissance économique émergente et un important fournisseur d'énergie en Europe où nos entreprises ont vocation à renforcer une présence éminemment profitable.

Cette conception a été d'abord celle des pays européens, notamment de l'Allemagne, toute à son idée historique d'elle-même comme accompagnatrice indispensable de la modernisation de la Russie et comme débitrice politique de Moscou pour la réunification de 1990, une ligne largement poursuivie par Angela Merkel après Gerhard Schröder, mais aussi par l'Italie, fortement engagée sur le plan commercial et énergétique aux côtés des intérêts russes.

En France, les conceptions gaulliennes, associées à une vision romantique de l'«éternelle Russie», ont prédisposé les autorités à voir en V. Poutine un restaurateur de l'autorité de l'Etat et un organisateur du libéralisme économique confronté au difficile dépassement de l'héritage impérial; la rhétorique russe de la multipolarité ainsi que l'idée implicite que la Russie est un partenaire «de revers» susceptible de permettre à la France d'accroître sa marge de manœuvre internationale et de favoriser une Union européenne plus autonome face aux Etats-Unis ont aussi joué un rôle. C'était évident lors du second mandat de Jacques Chirac, qui s'était beaucoup rapproché de la Russie dans le cadre du «camp de la paix» pendant la crise iraquienne et avait adopté une attitude complaisante à l'égard de Moscou ainsi qu'une politique européenne fortement «russo-centrée», ce qui avait valu à la France la méfiance des pays d'Europe centrale et orientale au moment même où elle aurait eu besoin, avec l'élargissement de l'UE, de leur compréhension, puisque les enjeux liés à la Russie sont traités de manière croissante dans un cadre européen (énergie, commerce, visas, etc.).

Le président Sarkozy a efficacement modifié cette situation au début de son mandat en multipliant visites et accords stratégiques bilatéraux avec ces Etats et en n'hésitant pas, quand il le fallait, à parler clair avec le Kremlin. Cependant, très vite, le Président de la République a développé sa propre version de l'ambition partenariale avec la Russie, en énonçant en 2008 le double projet d'un grand «espace économique et humain» commun – qui rejoint à bien des égards le «partenariat pour la modernisation» imaginé par la Commission européenne – et d'aménagements au dispositif de sécurité européenne – en réponse aux propositions russes d'un «traité de sécurité européen». Ce faisant, il a parfois pris le risque de troubler la confiance retrouvée avec les Etats d'Europe centrale et baltique, notamment à propos de la vente de Bâtiments de projection et de commandement (BPC) Mistral

à la Russie. Enfin, depuis le «reset» de leurs relations avec Moscou, les Etats-Unis, précédemment plutôt indifférents au rôle de la Russie sans lui être hostiles, ont rejoint le même type de vision.

L'EXERCICE IRRESPONSABLE
D'UNE PUISSANCE RÉVOLUE

La conception de la Russie comme un acteur international incontournable et émergent en voie de modernisation, avec lequel l'Occident partagerait fondamentalement les mêmes intérêts ou, au minimum, devrait faire face aux mêmes menaces et qu'il conviendrait donc de convaincre patiemment, au fil d'interminables négociations, de joindre ses forces et d'agir de concert, ne résiste pourtant pas à l'examen.

D'abord cette grille de lecture ne permet pas de rendre compte de la trajectoire politique russe : elle occulte le fait que la Russie avait commencé à bâtir des éléments, rudimentaires et défectueux, de démocratie libérale dans les années 1990 et peine à expliquer selon quelle logique l'avènement du «libéral» Medvedev et sa politique de «modernisation» et de construction d'un Etat de droit après le verrouillage des deux premiers mandats de Poutine va pouvoir trouver son prolongement dans un retour de l'actuel Premier ministre au Kremlin, en toute hypothèse pour les douze années à venir (1). Ensuite, cette approche ne permet pas non plus de comprendre le comportement international d'une Russie à la fois révisionniste de l'ordre européen et conservatrice de son statut mondial, parfois conciliatrice en paroles mais souvent obstructionniste en actes, ni d'étayer l'espoir d'une évolution vertueuse de sa politique étrangère. Enfin, elle ne justifie pas davantage sa pertinence au regard des bénéfices censés être tirés par les pays occidentaux, tant la relation avec la Russie apparaît difficile dans son processus et unilatérale dans ses résultats.

Alors qu'une nouvelle ère Poutine s'annonce de manière plus précise, le mandat de D. Medvedev relève au bilan à la fois du mirage et de la catastrophe. Durement frappée par la crise de 2008, la Russie n'en a tiré aucune leçon sérieuse et poursuit sa politique de prédation et de partage oligarchique de la rente énergétique, laissant ses réformes et sa modernisation au point mort. Pour la première fois depuis l'Afghanistan en 1979, elle a conduit en Géorgie une guerre déstabilisatrice à l'extérieur de ses frontières, dans le cadre du premier conflit armé entre deux pays européens depuis 1945. La situation sécuritaire et humaine au Nord-Caucase, où le crime

(1) La constitution russe ne permet pas à un même Président d'effectuer plus de deux mandats consécutifs : c'est l'une des raisons qui avaient conduit V. Poutine à céder la place en 2008. Cela étant, la durée du mandat présidentiel a été portée de 4 à 6 ans en 2008, avec effet à partir de 2012. Tout indique par conséquent que V. Poutine a l'intention de reprendre place au Kremlin pour les douze années à venir, c'est-à-dire jusqu'en 2024.

organisé, la répression et les attentats et accrochages armés ainsi que l'islamisme se sont répandus à l'ensemble des républiques de la région, apparaît hors contrôle. Moscou s'oppose résolument aux Occidentaux au Conseil de sécurité des Nations Unies sur le monde arabe et l'Iran et marque sa préférence pour la reconstitution autour de la Russie d'un ensemble eurasiatique à rebours de toute forme d'intégration à l'espace européen.

En parallèle, alors que la stratégie occidentale vis-à-vis de la Russie demeure de l'ordre de l'espérance et du pari, Moscou peut se satisfaire d'avoir concrètement fait avancer ses propres objectifs et intérêts depuis dix ans. Le fait que les gains russes risquent, on le verra plus loin, de n'être que provisoires n'y change rien : la relation de «partenariat» entre les démocraties occidentales et la Russie ne profite qu'à Moscou, habile à arracher des concessions souvent sans contrepartie, alors que la Russie demeure un facteur d'incertitude et d'instabilité sur la scène internationale.

La Russie, un partenaire fiable de l'Occident ?

La politique étrangère de Moscou n'est pas celle d'un partenaire fiable de l'Occident. Des trois ensembles géopolitiques qui l'entourent, le Kremlin préfère en effet ménager les deux plus menaçants (la Chine et le monde islamique) et réserver son agressivité à ceux qui ne se lassent pas de lui tendre la main (l'Europe et l'Occident). Pour reprendre l'image employée par un ancien conseiller à l'Elysée, la Russie se comporte en jeune beauté capricieuse et vénale qui se dérobe à tous nos efforts de séduction.

Depuis 2001, le Kremlin a exploité la guerre contre le terrorisme, dont il a soufflé l'inspiration aux Etats-Unis (2), pour se camper en partenaire obligé, obtenir la mutualisation de la gestion de l'islamisme en Asie centrale, ce «ventre mou» de la Russie, ainsi qu'un quitus sur sa politique au Nord-Caucase. L'Occident assume le coût économique et humain du front afghan, dont la prolongation présente pour Moscou l'avantage de fixer d'importantes forces occidentales, rendues dépendantes de la Russie depuis l'ouverture il y a deux ans du territoire russe au transit ferroviaire de moyens non militaires destinés à l'ISAF, tout en démontrant les limites de l'Alliance atlantique et en préservant les ressources militaires russes. Alternant critiques de l'action de l'OTAN et soutien à ses opérations, la stratégie russe vise à s'assurer qu'il n'y aura ni victoire ni défaite des Occidentaux.

De même, le pouvoir russe prétend aider l'Occident à entraver les programmes nucléaires iranien et nord-coréen, mais contribue dans les faits à protéger l'Iran et la Corée du Nord d'authentiques sanctions au Conseil de sécurité des Nations Unies et à diminuer l'efficacité du combat contre la prolifération. Face au monde arabe en effervescence, Moscou a cherché à

(2) Peter BAKER / Susan GLASSER, *Kremlin Rising – Vladimir Putin's Russia and the End of Revolution*, Scribner, New York, 2005, pp. 122-123.

protéger la Libye de Kadhafi, autrefois le Soudan et n'a pas hésité, avec la Chine, à opposer son veto aux projets occidentaux de sanctions de l'ONU contre la Syrie. Malgré son appartenance au «Quartette» sur le conflit israélo-palestinien, elle a apporté un soutien au Hamas. Dans l'espace eurasiatique, elle apparaît plus soucieuse de s'entendre avec la Chine et une Turquie devenue ambivalente à l'égard de l'Occident qu'avec les Européens. De manière générale, Moscou infléchit ou retarde les initiatives occidentales, à l'ONU comme au sein des enceintes multilatérales dont elle s'est ouvert l'accès, la présidence (G8, Conseil de l'Europe) ou dont elle a obtenu des solutions d'influence institutionnelle lui permettant d'anticiper (Conseil OTAN-Russie).

Cette attitude ambiguë, qui présente des risques importants d'instabilité sur des sujets sensibles, révèle deux traits fondamentaux de la politique étrangère russe.

Une politique étrangère provincialiste et mercantiliste, caractérisée par une indétermination stratégique

La Russie applique aux questions globales un prisme à la fois régional et commercial. Comme d'autres États, elle entretient de forts intérêts économiques dans des pays comme l'Iran, la Syrie ou, plus loin, le Venezuela. La réalisation de la centrale nucléaire de Bouchehr – pour un milliard de dollars – et l'éventuelle prolongation de cette coopération pour plusieurs autres sites en Iran en fait partie, de même que l'intérêt, récemment rendu public, pour la réalisation d'un important corridor gazier en Corée du Nord, qui doit permettre aux intérêts russes l'accès au marché autrement plus intéressant de la Corée du Sud.

En fait, la Russie a un intérêt spécifique à la prolongation des crises et de l'instabilité : l'isolement de l'Iran, de la Corée du Nord ou de la Syrie, comme hier ceux de l'Iraq, de la Libye et du Soudan, lui garantit des marchés captifs pour ses ventes d'armements et de technologies à double usage, l'un des postes les plus lucratifs pour les oligarques du pouvoir russe qui contrôlent ces secteurs, alors que nombre des anciens clients de l'URSS ont commencé à monter en gamme et à délaisser les matériels russes vieillissants. La vente de missiles sol-air et de systèmes de défense anti-aériens S-300 à l'Iran l'illustre. La prolongation de l'isolement de l'Iran garantit également à la Russie que le gaz iranien restera indisponible sur le marché régional, de sorte que de dangereux projets occidentaux concurrents du réseau de gazoducs russes, comme le fameux Nabucco, resteront lettre morte.

De même que le Kremlin avait tenté jusqu'à la dernière minute, début 2003, d'exporter des armements à l'Iraq, il semble qu'il ait mis à profit le conflit géorgien de l'été 2008 pour frapper, en Géorgie, deux points d'appui

qu'Israël aurait pu employer dans le cadre d'une éventuelle action aérienne contre l'Iran et obtenir la fin de la coopération militaire israélo-géorgienne en matière d'avionique et de drones (3). La Russie se comporte ainsi comme si elle ne prenait pas au sérieux la menace que représente le programme nucléaire du régime iranien, soit qu'elle sous-estime Téhéran, soit qu'elle ait des raisons de s'entendre avec.

Le second trait de la politique étrangère russe est son indétermination stratégique. Les responsables russes ont joué avec l'image d'un Occident tripartite associant Etats-Unis, Russie et Europe, au sein duquel la Russie serait l'indispensable secours de l'Europe en matière d'hydrocarbures, de relations avec la Chine et d'influence sur la scène internationale. Dans le même temps, l'opposition à l'Occident est un des éléments-clefs de leur stratégie de tension qui permet de justifier le verrouillage interne de la Russie à leur profit. La compétition avec les Etats-Unis continue ainsi de surclasser tout autre objectif dans la hiérarchie des objectifs du pouvoir fixés dans les différents documents publics d'orientation stratégique adoptés ces dernières années. Et le mépris de Moscou pour le modèle européen, perçu comme engagé dans un inéluctable déclin, sort renforcé de la crise financière. A l'Europe post-moderne, ballottée au gré de ses divisions et de ses cycles électoraux, s'oppose une Russie souveraine et «moderne» façon «XIX^e siècle», qui sait raisonner à plus long terme même quand les intérêts économiques de ses dirigeants sont à court terme. C'est pourquoi la Russie est à la fois révisionniste de l'ordre de sécurité européen (démantèlement du Traité FCE et de l'OSCE, par exemple) et conservatrice lorsqu'il s'agit de son statut mondial.

Depuis 2009, la Russie a obtenu un retour à la parité symbolique avec les Etats-Unis à la faveur du «reset» et du nouveau traité START de limitation des armements stratégiques, un accord surtout favorable à Moscou, compte tenu du vieillissement et du poids budgétaire de l'arsenal nucléaire et des priorités de réforme de défense des autorités.

En Europe, elle a su manipuler les Etats ouest-européens en utilisant sa proposition de traité de sécurité européen pour détourner l'attention du conflit géorgien et l'isoler en le noyant dans une série de questions à résoudre ou encore en suggérant, à l'occasion de son appui à l'opération de l'Union européenne au Tchad en 2008, de renforcer les relations UE-Russie en matière de gestion de crises, alors que les capacités de projection russes restent limitées. La Russie a aussi su entraîner nombre de grands groupes

(3) Cf. par exemple G.I. RONEN, «'Oil, Israel and Iran' among factors that led to Georgia war», *Israel National News/Arutz Sheva*, 10 août 2008; Arnaud DE BORCHGRAVE, «Israel of the Caucasus?», *The Washington Times*, 2 sept. 2008. Israël avait développé une excellente coopération militaire, y compris aérienne, avec la Géorgie et l'Azerbaïdjan, qui se situent dans le prolongement géographique de la Turquie, à l'époque alliée d'Israël, vers l'Iran. Or, le ciel iraquien était alors sous le contrôle des Etats-Unis, qui avaient clairement exclu d'aider une action d'Israël. Pour obtenir, avec succès, la fin de l'aide militaire d'Israël à la Géorgie, la Russie aurait mis dans la balance la livraison de S-300 à l'Iran.

européens dans sa stratégie de prise de participation par Gazprom dans le secteur énergétique en Europe et de promotion de ses projets d'encerclement énergétique du continent, sous couvert de garantie de la demande et de démarche commerciale, à partir du contrôle des routes et vecteurs de fournitures d'hydrocarbures au Nord et à l'Est (Russie, Caucase, Asie centrale) comme au Sud (à partir de l'Afrique du Nord et du Golfe de Guinée), avec le risque que la dépendance énergétique conduise à une dépendance politique. Enfin, Moscou favorise l'affirmation de pôles concurrents des organismes occidentaux comme l'Organisation de coopération de Shanghai (4).

«*A BETTER USSR*» (5)?

La Russie entretient l'instabilité aux frontières orientales de l'Union européenne et de l'OTAN. Elle a obtenu un début de refoulement des révolutions de couleur et maintenu ou accru son contrôle dans l'ensemble de l'espace soviétique, qu'elle perçoit comme son espace stratégique – y compris l'Arctique qui, riche en hydrocarbures et dont elle revendique la part du lion face aux autres Etats riverains, est un nouveau front. Ses moyens incluent, entre autres, l'«arbitrage» de conflits territoriaux, la captation des principales sources ou routes d'évacuation des hydrocarbures qui lui échappent encore, l'appui aux régimes les plus autoritaires, ainsi que l'instrumentalisation des minorités russes. Ils relèvent d'une seule et même stratégie de restauration d'un espace post-soviétique sous contrôle russe. Cette politique permet à V. Poutine de pousser aujourd'hui l'Ukraine de Yanoukovitch à abandonner son projet européen pour se joindre à l'union douanière Russie-Bielorussie-Kazakhstan et à présenter sa vision d'un nouveau super-Etat eurasiatique dans les *Izvestia* le 3 octobre dernier.

L'année 2005 aura probablement vu le passage à l'offensive de la Russie sur le plan régional : après le troisième tour des élections présidentielles ukrainiennes résolu en faveur du réformateur V. Iouchtchenko, la répression d'Andijan en Ouzbékistan en mai a marqué un tournant. Les sommets et réunions de la CEI, de l'OTSC ou de l'EURASEC (6), derrière d'apparents accords, ont vu les réunions régulières des organes de sécurité nationaux s'entendre sur une ligne d'action résolue contre les risques de révolution, encore renforcée depuis le «printemps arabe» (7). Cette ligne s'est enrichie de méthodes nouvelles inspirées des actions de promotion de la

(4) Russie, Chine, Kazakhstan, Tadjikistan, Kirghizstan, Ouzbékistan.

(5) L'expression, dans sa version complète «*We want to get into the EU because the EU is a better USSR*», est de l'ancien vice-Premier ministre ukrainien Oleh Rybatchouk.

(6) Communauté des Etats indépendants, Organisation du Traité de sécurité collective, Communauté économique eurasiatique.

(7) Par exemple en renforçant les moyens militaires de l'OTSC, dont le mandat inclut l'intervention sur le territoire des Etats membres pour faire face à des situations exceptionnelles.

démocratie employées précédemment dans la région par les organisations non gouvernementales et les chancelleries occidentales, mais retournées dans le sens des intérêts et valeurs de la Russie et des régimes nationaux en place depuis la fin de l'URSS. On l'a vu lors des derniers changements au Kirghizstan, lors de l'alternance en Ukraine ou encore au moment des élections présidentielles biélorusses.

Les conflits séparatistes ou «gelés», souvent provoqués par les organes de sécurité soviétiques durant les années 1988-1990 pour convaincre l'Occident, face au risque de décomposition de l'URSS, d'apporter une aide accrue, ont été à nouveau employés de manière active.

Rompant avec la vaine routine, savamment entretenue par le Kremlin, des processus de paix multilatéraux créés dans les années 1990 pour chaque conflit, Moscou n'a plus hésité à faire ouvertement «arbitre seul» en favorisant des sommets en formats séparés de type 2 + 1. Alors qu'en Moldavie Moscou a utilisé ses alliés transnistriens pour contrarier un rapprochement avec l'UE et l'OTAN et gêner l'Ukraine, le conflit du Haut-Karabakh a été l'occasion de faire monter les enchères entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie, probablement en faisant espérer à l'Azerbaïdjan un retour du territoire séparatiste en échange d'une réorientation des sources et voies d'évacuation des hydrocarbures exploitées par Bakou vers le territoire russe, peut-être assorti d'un déploiement, à partir des effectifs gonflés de la base russe de Gumri en Arménie, de troupes russes au Haut-Karabakh et dans le corridor qui le relie au territoire arménien.

Cela étant, c'est la guerre de Géorgie en août 2008 qui a été la plus emblématique de la nouvelle approche russe et de l'imbrication des intérêts régionaux et mondiaux de la Russie. Probablement planifié de manière à pouvoir exploiter le prétexte de la reconnaissance du Kosovo par les Occidentaux quelques mois plus tôt et bénéficier de la coopération d'une présidence française de l'UE jugée par avance compréhensive à l'égard de la Russie, ce conflit mal maîtrisé par Tbilissi aura permis à Moscou de réaliser plusieurs objectifs : faire de la promesse d'adhésion de la Géorgie et de l'Ukraine à l'OTAN formulée au sommet de Bucarest quelques semaines plus tôt une lettre morte ; menacer la voie caucasienne d'évacuation des hydrocarbures de la Caspienne en poussant la substitution de la voie du Nord, *via* le territoire russe, à la voie est-ouest hors de son contrôle ; progresser dans le renforcement d'un axe nord-sud en direction de l'allié arménien et de l'associé iranien ; enfin, créer une diversion de politique intérieure propice aux intérêts du pouvoir confronté à une série de difficultés bientôt aggravée par la crise.

Face à ce changement d'attitude, les Occidentaux ont le plus souvent choisi l'apaisement. L'engagement déterminé du président Sarkozy en faveur d'une association de l'Ukraine et d'autres pays de la région à l'UE ainsi que sa démonstration de *leadership* dans la gestion du conflit géorgien

n'ont pas été suivi d'effet. Après un bref ralentissement du lancement des négociations du nouvel accord UE-Russie, l'UE a repris une relation de «*business as usual*» avec Moscou dès la fin 2008, les réunions du Conseil OTAN-Russie ont repris, le G8 a poursuivi son agenda et l'OMC ses négociations d'adhésion de la Russie, les États-Unis ont lancé le «*reset*», alors que la Russie ne respecte pas ses engagements, qu'il s'agisse du retrait de ses forces de Géorgie, des obligations du Traité FCE dont elle s'est retirée en faisant oublier ses promesses du Sommet de l'OSCE d'Istanbul de 1999 sur les conflits gelés ou encore du démantèlement de ses mesures protectionnistes anti-crise nécessaire pour l'adhésion à l'OMC, ainsi que de son refus des principes du Traité sur la Charte européenne de l'énergie qu'elle a dénoncé en 2009.

Nombreuses sont les chancelleries occidentales qui estiment que plutôt que d'accepter un rapport de forces pour lequel l'UE n'a ni l'appétit ni l'unité suffisantes, une offre régulièrement élargie de partenariat et de coopération avec la Russie sur tous les plans permettra de bâtir une relation stable et mutuellement bénéfique. Ce faisant, elles acceptent au nom du réalisme de surseoir à tout effort sérieux de soutien aux ex-républiques soviétiques d'Europe orientale et du Caucase, contribuant sans le reconnaître à une sorte de «Yalta light» censé produire de nouveaux dividendes de paix et de stabilité. Au fond, poursuit ce raisonnement, la relation avec la Russie, membre permanent du Conseil de sécurité et puissance nucléaire et énergétique sise sur deux continents, ne saurait être sacrifiée au sort de tel ou tel petit Etat instable de l'ancien empire.

Cependant, le problème est que cette approche emporte des conséquences négatives à son tour. En Russie même, elle équivaut à récompenser le pouvoir et à valider ses orientations politico-économiques et ses ambitions régionales, obérant du même coup la possibilité future d'une Russie démocratique et stabilisée dans ses frontières nationales à même d'assurer l'«*exercice responsable de sa puissance retrouvée*» (dixit le Livre blanc français) car, comme l'a dit Z. Brzezinski, la Russie doit choisir entre l'empire et la démocratie (8). Dans le «voisinage commun» entre UE et Russie, les réformes risquent d'être découragées et le lent processus de dé-soviétisation de l'économie, de la politique et des mentalités, qui est l'enjeu fondamental, pourrait s'arrêter, permettant aux pratiques de corruption de reprendre le dessus, avec un risque, au-delà des pays concernés, de contagion aux États membres de l'UE. Enfin, au sein de l'UE, l'apaisement de la Russie est d'ores et déjà préjudiciable tant à l'unité – bien des États membres d'Europe centrale et balte ne s'y reconnaissent pas – qu'à la crédibilité des principes de sécurité défendus – l'indivisibilité proclamée de la sécurité de l'Europe apparaît comme une simple rhétorique.

(8) Sa citation favorite à cet égard est : «*sans l'Ukraine, la Russie cesse d'être un empire, mais avec l'Ukraine, premièrement trompée puis subordonnée, la Russie devient automatiquement un empire.*»

En outre, non seulement l'expansion de l'OTAN et de l'UE a selon toute vraisemblance été durablement dissuadée par Moscou (mise en échec des promesses d'adhésion à l'OTAN, faiblesses politiques et financières du Partenariat oriental de l'UE), mais la Russie contribue à diviser l'UE et l'OTAN et à réduire leur capacité de fonctionner. Certes, ce n'est plus la pression militaire directe qui est privilégiée. Quand celle-là est malgré tout agitée à Moscou, elle est aussitôt relativisée sans être démentie (ainsi des menaces d'emploi préventif de l'arme nucléaire par l'ex-chef d'état-major Balouïevski ou de déploiement de missiles Iskander à Kaliningrad ou en Biélorussie jusqu'en 2009) et peu prise au sérieux par des capitales ouest-européennes toujours promptes à les mettre sur le compte d'une simple «rhétorique». Même lorsque le recours à la force militaire intervient malgré tout à ses frontières, la Russie sait depuis août 2008 que les Occidentaux n'opposeront qu'une résistance verbale et se laisseront facilement convaincre d'isoler la question et de sanctuariser leurs bonnes relations avec le Kremlin. La même décontraction relative s'est illustrée face aux cyberattaques subies par l'Estonie en 2007, alors que la Russie serait devenue avec la Chine la principale source étatique d'agressions et d'espionnage informatiques au monde, selon le renseignement américain (9).

LES ARMES RUSSES DE CORRUPTION MASSIVE

La vraie menace que représente la Russie pour les pays occidentaux et notamment européens provient de l'arme la plus redoutable que les dirigeants russes manient avec adresse : la corruption politique et financière. Loin d'avoir été réduite par V. Poutine et D. Medvedev, la corruption s'est considérablement développée au point que la Russie est de loin le pays le plus corrompu d'Europe. Déjà tombée au 146^e rang (sur 178 pays) en 2009 dans le classement de *Transparency International*, elle a chuté au 154^e rang en 2010, derrière l'Ukraine et au niveau de la Papouasie Nouvelle-Guinée et du Tadjikistan. Même dans l'espace post-soviétique, la Russie est 16^e sur 20. Les entreprises russes auraient payé annuellement, à la fin des années 2000, 250 milliards de dollars de pots-de-vin aux représentants de l'État, soit un racket augmenté de plus de 900 % depuis l'arrivée de V. Poutine au pouvoir (10). Une enquête de *Transparency International* publiée le 1^{er} novembre 2011 auprès de 3 000 entreprises révèle que les entreprises russes sont les plus corrompues et corruptrices au monde (11).

(9) «US reports accuses Russia, China of cyber attacks», *The Washington Post*, 3 nov. 2011.

(10) Chiffres cités par Thierry WOLTON, *Le KGB au pouvoir. Le système Poutine*, Folio Documents, 2008, p. 257. Cf. aussi «Corruption on the rise», *Financial Times*, 27 juil. 2005, où l'on trouve déjà l'évaluation selon laquelle la corruption en Russie aurait été multipliée par 9,4 en entre 2000 et 2004.

(11) «Russian and Chinese companies most likely to bribe», BBC News Business, 1^{er} nov. 2011; Pierre AVRIL, «Les Russes champions du monde du pot-de-vin», *Le Figaro*, 3 nov. 2011.

La corruption est une arme du pouvoir en raison de deux spécificités de l'économie russe.

En premier lieu, les détenteurs de l'autorité publique sont aussi les principaux dirigeants effectifs et actionnaires des plus grands groupes énergétiques ou industriels (12) : loin de s'être débarrassé des oligarques, le pouvoir a coopté les plus utiles (R. Abramovitch, O. Deripaska) et transféré les secteurs stratégiques de l'économie de manière autoritaire et par manipulation du fisc et de la justice, à de nouveaux oligarques d'Etat issus de ses rangs (I. Setchine, V. et S. Ivanov, etc.). Cette reprise de contrôle par les réseaux issus des organes de sécurité soviétiques (13) est à l'origine de l'actuel régime «autoritaire-patrimonial» (14) caractérisé par l'opacité de l'actionnariat privé des grandes entreprises, dont les deux tiers demeurent inconnus mais sont probablement aux mains des dirigeants. Parallèlement à ce jeu de substitution, le crime organisé et les mafias, dont les racines psychologiques et systémiques remontent à l'URSS, ont été institutionnalisés sous le contrôle des organes, instaurant un climat d'insécurité pour le secteur privé et les investisseurs étrangers.

En second lieu, dopées par les revenus considérables générés par l'exportation d'hydrocarbures, les réserves financières accumulées dans deux fonds d'Etat, qui avaient fondu en 2008-2009 pour gérer la crise avant d'être largement reconstitués, permettent au pouvoir russe de se comporter en véritable «fonds souverain» prédateur à l'échelle globale, que ce soit dans le cadre de partenariats économiques et commerciaux ou d'investissements avec l'aide de réseaux de corruption et d'influence hérités de l'Union soviétique (des anciens de la Stasi dans le cas du projet Nordstream). Parce qu'elles sont aux mains du pouvoir, les entreprises stratégiques russes, devenues d'importants investisseurs sur le marché mondial, participent de la même logique politique, alors que plusieurs dizaines de secteurs qu'elles contrôlent en Russie même sont fermés ou limités aux investissements internationaux.

De même que les contrats gaziers opaques conclus au fil des années par Gazprom – dont le président du conseil d'administration était D. Medvedev – ont servi à enserrer des Etats post-soviétiques en quête de liberté comme l'Ukraine et leurs dirigeants dans d'inextricables circuits de corruption animés depuis Moscou pour mieux les discréditer et les faire tomber le moment venu, chaque grand contrat énergétique ou industriel conclu par l'une des grandes entreprises russes avec un partenaire occiden-

(12) Selon le décompte de T. WOLTON (*op. cit.*, p. 258), en 2008, 11 hauts fonctionnaires de l'administration présidentielle dirigent 6 sociétés et 12 sont intégrés à leur direction. 15 membres du gouvernement détiennent 6 présidences et 24 appartiennent à leur conseil d'administration. Les entreprises ainsi contrôlées représentent 35 % du PIB de la Russie et pèsent 350 milliards de dollars.

(13) Thérèse Delpech parle de «capitalisme totalitaire» (*L'Ensauvagement*, 2005).

(14) Expression utilisée par des spécialistes russes (L. SHEVTSOVA) et français (J.-S. MONGRENIER) de la Russie, mais qui renvoie au «gouvernement patrimonial» identifié par Max Weber.

tal représente un risque évident de manipulation politique et financière, au-delà même des risques de transferts non désirés de technologies sensibles. Du côté russe, c'est toujours un haut responsable de l'Etat qui est impliqué dans les négociations et qui profitera des retombées industrielles du contrat et des éventuelles commissions associées : un exemple récent est bien entendu la commande à la France de BPC Mistral, qui profitera au négociateur russe I. Setchine, vice-Premier ministre et propriétaire des chantiers navals OSK de Saint-Pétersbourg, où seront construits deux des bâtiments.

Du côté occidental, la vulnérabilité est décuplée par la propension des chefs d'Etat et de gouvernement, encouragée par des partenaires russes très à l'aise dans la confusion des genres, à recourir, pour des contrats sensibles, à des canaux et des intermédiaires non gouvernementaux, qu'ils soient hommes d'affaires, lobbyistes et anciens responsables politiques ou parlementaires en cour... Partie émergée de l'iceberg, plusieurs anciennes figures politiques européennes se sont déjà illustrées dans la promotion de projets russes aussi profitables que politiquement motivés, tels l'ancien chancelier allemand Schröder ou l'ancien premier ministre finlandais Lipponen en appui du projet de gazoduc nord-européen et baltique NordStream. De manière similaire, des patrons et personnalités d'influence ont été désignés dans plusieurs pays occidentaux pour promouvoir une contribution au projet de «Silicon Valley» russe à Skolkovo près de Moscou.

Evidemment, dans les domaines énergétique et industriel, l'asymétrie fondamentale entre les entreprises occidentales poursuivant leurs intérêts en ordre dispersé et leurs équivalences russes intégrées au pouvoir et à sa stratégie politique d'influence font que chaque grand contrat a toutes les chances de maximiser le bénéfice et la satisfaction d'un subtil échafaudage d'intérêts russes sans contrepartie ni même garantie suffisantes aux partenaires occidentaux. La partie russe se réservera en effet toujours la possibilité de changer les règles en cours de jeu, grâce à la panoplie de textes ambigus ou flexibles à sa disposition dans les domaines législatifs – protection des secteurs stratégique, judiciaire et fiscal.

L'éviction de British Petroleum et de Shell de plusieurs projets stratégiques ces dernières années, entre autres exemples, pourrait se reproduire pour d'autres, tel le contrat relatif au gisement gazier de Chtokman en mer des Barents entre Gazprom, Total et StatOil – motivé par la volonté russe d'accéder à la technologie de la liquéfaction du gaz naturel – ou si le russe Rosatom venait à convaincre ses partenaires occidentaux du nucléaire, dont Areva, de s'associer pour la conquête de marchés tiers, y compris en Europe, où Rosatom a besoin de renforcer sa crédibilité en matière de sécurité pour espérer accroître sa part de marché dans le remplacement des centrales de technologie soviétique en Europe centrale et balkanique.

Dans le cas déjà cité des BPC, le Kremlin a pu poursuivre plusieurs niveaux d'intérêts différents : réalisation d'un bond technologique pour la

marine russe et relance des chantiers navals de Saint-Pétersbourg; division de l'OTAN et des alliés occidentaux sur leurs intérêts de sécurité entre Nord-Américains et Européens, mais aussi entre Européens de l'Ouest et du Centre-Est, en faisant admettre peu après le conflit géorgien la respectabilité de la Russie tout en accroissant les moyens de pression politique et militaire sur les pays de l'espace post-soviétique, y compris les Baltes membres de l'UE; mise en échec du marché des ravitailleurs en vol de l'armée américaine, structurant sur le plan transatlantique et autrement lucratif (100 milliards de dollars), qui a fini par échapper à EADS, pourtant préféré, après que le Congrès américain a fait savoir qu'il ne pourrait avaliser ce contrat si la France vendait les BPC sans consulter ses alliés.

Compte tenu des difficultés économiques et financières actuelles des pays européens, on peut imaginer que leur vulnérabilité à la prédation des industriels russes ira croissant à mesure qu'ils auront plus de mal à résister, pour des raisons intérieures, aux exigences russes en matière de transfert de technologie. Là encore le cas des BPC est intéressant : dans quelle mesure la perspective de relancer l'emploi des chantiers navals de Saint-Nazaire a-t-elle convaincu les responsables français de céder davantage sur les technologies et armements transférables aux termes du contrat ? De même, le contrat Chtokman survivra-t-il une fois que les Russes auront maîtrisé la liquéfaction du gaz ? Il sera tout aussi intéressant de connaître les contreparties exigées par la Russie dans le cadre du G20 pour le prix de son appui à l'abondement du Fonds européen de stabilisation financière, même *via* le FMI.

Si l'Occident a souvent baissé la garde face à la Russie, les services de Moscou semblent n'avoir jamais été aussi actifs en Europe et en Amérique depuis le milieu des années 1980 en matière d'espionnage industriel et d'extorsion de technologies sensibles, une agressivité qui complète les méthodes plus insidieuses de corruption et d'influence (15).

UNE ARABIE SAOUDITE SLAVE ET UN VILLAGE DE POTEMKINE ECONOMIQUE

Les ambitions de l'Occident à l'égard de la Russie n'ont pas été découragées jusqu'à présent par l'asymétrie de la relation, mais finiront certainement par l'être si le pouvoir russe actuel devait terminer sa course dans le fossé. La Russie ne présente en effet aucun facteur durable de réussite à

(15) Plusieurs réseaux d'espionnage russes ont été démantelés ces toutes dernières années en Europe et en Amérique du Nord et les services français de contre-espionnage auraient alerté le pouvoir. Deux dossiers de Vincent Jauvert (*Nouvel Observateur*), «Nos amis du Kremlin» et «L'opération cathédrale», offrent une vision éclairante des méthodes en œuvre, en l'occurrence, s'agissant du dernier article, dans la vente du site sensible – car voisin de logements élyséens – de l'ancien siège de Météo France à des intérêts russes pour une somme que même les Saoudiens, également intéressés, n'étaient pas prêts à engager.

politique constante; elle est autant un simulacre ou, comme le dit Lilia Shevtsova, une « imitation » de puissance économique que de démocratie et de puissance politique ou humaine...

Avec une récession de - 8 % et une chute de 27 % du PIB en 2009, le retour du déficit budgétaire, le poids des dépenses publiques à hauteur de 40 % du PIB et du contrôle de l'Etat, la dégradation des réserves et la dépréciation du rouble, l'insuffisante diversification économique et les signes croissants de maladie hollandaise liés à la sur-dépendance aux cours des hydrocarbures, la fuite massive des capitaux (130 milliards de dollars en 2008, 38,3 milliards en 2010, plus de 50 milliards en 2011 selon le ministère russe du Développement économique), la priorité donnée à la préservation des équilibres de l'oligarchie au pouvoir sur la libération de l'initiative des classes moyennes et à l'extension et à la répartition de nouveaux monopoles sur la concurrence, les résultats et les orientations de l'économie russe ne sont pas ceux d'un pays émergent. La taille de l'économie russe est, en outre, réduite, comparable à celle du Benelux, avec un PIB représentant à peine 2 % de la richesse mondiale.

Et les perspectives ne sont pas brillantes : en théorie, l'adhésion annoncée de la Russie à l'OMC sera un vecteur-clef de modernisation de l'économie, qui permettra l'essor des investissements directs étrangers et du commerce, en particulier avec l'UE, donc de la croissance. Toutefois, même vaincue la résistance de la Géorgie, déjà membre, les exigences de transparence et les implications en termes de redistribution des cartes au sein de l'oligarchie du pouvoir et de réduction de l'immixtion arbitraire de l'Etat dans l'économie sont telles que le système de corruption russe ne peut le tolérer. La modernisation de l'économie tient d'ailleurs davantage du discours officiel que de la réalité et on ne voit pas progresser les projets annoncés (technopole de Skolkovo, programme de privatisations annoncé en 2011, Moscou comme « place financière » mondiale). Si bien que nombreux sont ceux qui ont parlé de « stagnation » brejnévienne. Il n'est pas évident que les milieux d'affaires russes eux-mêmes se réjouissent du retour de V. Poutine au Kremlin.

Tout se passe comme si le pouvoir russe concevait la modernisation de la Russie comme un moyen de sauvegarder le système politique existant sur lequel il repose et qui lui permet de concentrer la rente, au lieu de le faire évoluer comme l'exigerait l'économie. En d'autres termes, la priorité va au maintien du système politique actuel, fût-ce au prix de l'avenir économique du pays.

Il est donc clair que le problème de la Russie est un problème de gouvernance. L'économie russe dépend de structures de pouvoir peu enclines aux réformes. Cela pourrait devenir encore plus vrai si la récente démission du ministre de l'Economie A. Koudrine, motivée par son désaccord avec la politique suivie par le gouvernement, devait annoncer un nouveau partage du pouvoir au détriment des autres « libéraux » du régime (Chouvalov,

Dvorkovitch et Iurgens notamment) et d'un resserrement des rangs au cœur du régime, à relier peut-être aussi à la volonté de tirer les conséquences de ce que V. Poutine perçoit certainement comme la nouvelle «corrélation des forces» d'un Occident affaibli avec une Amérique paralysée par sa propre crise de gouvernance et une Europe aux prises avec des difficultés de pays émergent.

En plus de surestimer régulièrement les perspectives et la sincérité réformistes des responsables russes, les chancelleries occidentales comme leurs critiques confondent la cause et l'effet lorsqu'ils épinglent parfois la Russie pour ses violations des droits de l'homme, alors que c'est au fond la nature non démocratique du régime qui est déterminante et dangereuse, à l'intérieur comme à l'extérieur des frontières de la Russie. La «stabilité» politique de la Russie actuelle n'existe qu'en trompe-l'œil, elle est intrinsèquement fragile. Loin de l'image de l'«Etat fort» que V. Poutine a prétendu construire, la Russie est à la fois un Etat faible dans des domaines où il devrait se manifester (défense et primauté de la loi, protection des droits de propriété, sécurité et protection publique, etc.), un Etat prédateur dans les sphères où sa légitimité est discutable (industries stratégiques) et un Etat corporatiste servant les intérêts des élites dirigeantes et d'une vaste caste bureaucratique.

La centralisation et la confusion des pouvoirs ainsi que la limitation des libertés publiques et des pouvoirs locaux ont été réalisées dans la période 2003-2006 au profit d'une bureaucratie publique incompétente, corrompue et déconnectée des attentes des Russes – comme l'a par exemple révélé la gestion des incendies de forêt en 2010. Le verrouillage de l'espace politique et économique contribue à son tour à gêner l'intégration internationale de la Russie, voire à provoquer une fermeture et un isolement des mentalités et de l'opinion russe, y compris de la jeunesse, ce qui représenterait une régression alors que la société russe s'est montrée plus moderne que son élite politique depuis la fin du communisme.

A la fragilité économique et politique de la Russie aggravée par la situation critique au Nord-Caucase, s'ajoute une crise démographique sans retour qui pourrait ramener la population russe à 130 millions en 2025 – soit une décroissance de près de 24 millions de personnes depuis 1991 –, attiser les appétits chinois dans son Extrême-Orient et se résoudre par un changement d'identité du pays. Ces faiblesses sont en général mises en exergue par les Occidentaux pour relativiser le «pouvoir de nuisance» de Moscou et prédire une évolution vertueuse du pays. Ce faisant, ils projettent leurs propres rationalité et espoir, sans voir que ces faiblesses «*ne commandent pas le comportement politique à court terme des dirigeants*» et que la Russie s'est historiquement habituée à «*compenser par des moyens politiques et militaires les impasses économiques et démographiques*» (16).

(16) J.-S. MONGRENIER, *La Russie menace-t-elle l'Occident?*, Choiseul, Paris, 2009, p. 214.

Ce bilan inquiétant est bien sûr le fruit du coup d'Etat bolchevik de 1917 qui aura fait dérailler le pays d'une amorce de trajectoire européenne et libérale vers 70 ans de totalitarisme. On le doit aussi au fait que la Russie, entre 1999 et 2003, aura rompu avec les espoirs de transition ouverts dans les années 1990. Et on le doit plus précisément à ceux qui ont décidé d'abandonner la transition pour reconstituer ce qu'il était possible de pouvoir soviétique, des hommes de l'ex-KGB libre de toute allégeance idéologique et d'entraves à ses propres activités criminelles.

La Russie actuelle est le résultat d'une patiente stratégie de conquête du pouvoir par le KGB et ses héritiers. Elle a commencé au moins en 1953, après la tentative de L. Béria, a connu un début de réalisation avec l'avènement de I. Andropov, l'inventeur de M. Gorbatchev et le modèle de V. Poutine, s'est poursuivie indirectement à partir de 1985 par l'intermédiaire de Gorbatchev avant d'être à nouveau provisoirement mise en échec par la conséquence imprévues du «putsch» d'août 1991 : l'arrivée au pouvoir de B. Eltsine. Il aura fallu dix années aux «organes» pour l'emporter en se faisant remettre les clefs du Kremlin en échange d'une garantie d'immunité à Eltsine, dont la corruption et les prévarications avaient été à la fois couvertes et manipulées par le FSB et ses patrons successifs, dont V. Poutine. Lors de sa première célébration de la «journée du tchékiste» à la Loubianka en tant que Président, le 20 décembre 2000, ce dernier pouvait annoncer que «l'instruction numéro un, l'obtention des pleins pouvoirs, a été accomplie» (17).

Or les services spéciaux et l'armée sont aussi les éléments qui ont tenté de préserver sans succès l'Etat soviétique de la déroute en imaginant la *perestroïka* et en créant les conditions nécessaires pour convaincre l'Occident d'apporter son aide. Ils ont été les moins disposés à accepter la défaite de l'Etat soviétique dans la Guerre froide et la *diminutio capitis* de la Russie qui s'en est suivie d'une puissance mondiale à une puissance régionale. Si la Guerre froide est finie, c'est davantage dans l'esprit des dirigeants occidentaux qu'au sein d'une corporation qui y a consacré son énergie et en a bénéficié. C'est dans cette mentalité que prend racine ce qui reste une vraie volonté de revanche de Moscou.

Dans son essai *Russia Lost in Transition* en 2007, L. Shevtsova imaginait trois *scenarii* pour le régime actuel : la poursuite de la stagnation, une crise systémique ou l'avènement de la démocratie libérale. Le dernier scénario rejoint la prévision de Martin Malia à la fin des années 1990, selon laquelle la Russie n'a plus d'alternative réelle au rapprochement à terme avec l'Europe et un modèle de gouvernance libéral, sauf à prolonger son retard et son déclin (18). Pour l'heure, la crise financière n'ayant été perçue comme ni assez longue ni assez dure pour convaincre le pouvoir de réformer sérieu-

(17) Peter BAKER / Susan GLASSER, *op. cit.*, p. 62. L'ensemble du scénario décrit ici est bien expliqué par T. Wolton (*op. cit.*) et Hélène Blanc dans *KGB Connexion, le système Poutine* (Hors Commerce, 2004).

(18) Martin MALIA, *L'Occident et l'énigme russe*.

sement, c'est la stagnation qui se poursuit, avec un risque à terme, souligné par Shevtsova, d'effondrement. Des manifestations de mécontentement social sont intervenues depuis le début de la crise, surtout aux confins de la Russie (Kaliningrad et Extrême-Orient). C'est cependant le succès des révoltes arabes motivées par la dénonciation de pouvoirs corrompus qui donne une nouvelle dimension à l'inquiétude des autorités.

La nature du régime russe et ses déterminants intérieurs sont les facteurs prééminents de l'évolution de la Russie. Bien que l'histoire ait souvent montré que la pire erreur possible à l'égard de la politique de la Russie était la naïveté, l'approche des chancelleries occidentales continue de l'ignorer et reste largement marquée par l'illusion de pouvoir influencer la politique intérieure russe et à «civiliser» son comportement international par un «engagement» qui se traduit le plus souvent en concessions répétées. Sauf à réviser cette approche et accepter le jeu du rapport de forces qui est le langage politique de la Russie actuelle, les Occidentaux risquent d'être hier comme aujourd'hui les «idiots utiles» d'un régime à bout de souffle.

